



Ambatovy se trouve dans une mauvaise passe. Le vice-président chargé du développement durable de la compagnie minière a convié les membres de la presse pour parler des difficultés auxquelles cette compagnie fait face : blocage de ses conteneurs au port, gel partiel de ses comptes. Les circonstances actuelles ne permettent pas à la compagnie de survivre au-delà d'une semaine, a-t-il indiqué. A l'annonce de cette nouvelle, la presse prévoit une crise économique et sociale importante si jamais Ambatovy vient à fermer ses portes. Par ailleurs, la mise en place de l'Advance Cargo Declaration continue de faire des vagues au sein du secteur privé. Après le retrait du GEM (Groupement des Entreprises de Madagascar) du dialogue public-privé, les autres membres du secteur privé tentent de ramener ce groupement sur la table de négociation.

Politique

REMANIEMENT : LE MAPAR DESINTERESSE, LE TIM HESITE

Même si l'Exécutif ne se montre pas, pour le moment, favorable à un remaniement, les bruits se font de plus en plus persistants sur un possible changement du gouvernement. Selon **Les Nouvelles**, le MAPAR d'Andry Rajoelina décline toute offre de collaboration avec le régime Rajaonarimampianina. Cependant, la députée Rahantanirina n'exclue pas l'entrée du MAPAR dans le gouvernement si la proposition de nomination revient au parti majoritaire au sein de l'Assemblée nationale selon l'article 54. Le parti TIM ne s'est pas clairement prononcé sur sa réelle position mais il se peut que des parlementaires et des ministres, élus sous cette couleur, ne refusent pas d'adhérer au nouveau gouvernement si on leur fait appel. (p.3) Mais comme la question de remaniement est récurrente, les journaux interprètent l'absence – décidée au dernier moment – du Premier ministre à l'atelier de concertation de deux jours tenu à Ambovombe comme « intrigante ». (**L'Express de Madagascar p.5, Les Nouvelles p.3**)

- **Madagascar Laza** annonce que pour plusieurs raisons, le PM Ravelonarivo Jean serait poussé vers la sortie mais il reste à trouver la meilleure formule pour que cette éventualité ne soit pas trop brusque ou trop infamante pour ce chef d'institution. Une démission collective des ministres n'est pas non plus à écarter après les différentes rencontres qui ont eu lieu à Tsimbazaza ces derniers temps. (p.2)

RECONCILIATION : EFFECTIF REDUIT POUR LE CFM

La nouvelle structure en charge de la réconciliation nationale, en l'occurrence le Conseil pour le Fampihavanana Malagasy (CFM,) sera élargie à toutes les forces vives de la nation mais avec un effectif réduit à dix-huit membres à raison de trois par province. Telle sera la nouvelle composition de l'organe si le projet de loi présenté par le comité d'élaboration sera adopté par les deux chambres parlementaires durant leur prochaine session ordinaire au mois de mai. Notons que l'organe actuel compte plus d'une quarantaine de membres. (**Les Nouvelles p.2**)

Economie et société

INVESTISSEMENT MINIER : AMBATOVY AU BORD DU GOUFFRE

Des containers destinés à l'exportation bloqués. Des cargaisons de matières premières et de pièces détachées refusées par les compagnies maritimes. Des comptes bancaires partiellement gelés. Le tout dans un contexte où le cours de nickel est au plus bas. Le vice-président chargé du développement durable d'Ambatovy, Louis Roland Gosselin, a annoncé hier en conférence de presse que la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



compagnie peut seulement survivre pendant environ une semaine dans les circonstances actuelles. Si des mesures ne sont pas prises d'urgence pour enjoindre les compagnies maritimes de transporter les containers de nickel bloqués au port de Toamasina sans exiger la redevance Advance Cargo Advance, Ambatovy serait contraint de prendre des mesures très drastiques avant la fin de la semaine prochaine, poursuit Louis Roland Gosselin. Ce dernier a fait appel au Chef de l'Etat pour intervenir dans cette affaire. (L'Express de Madagascar p.7, Madagascar Laza p.7, La Vérité p.4, Madagascar Matin p.6, L'Observateur p.3, Tia Tanindrazana p.3)

- Concernant le différend qui oppose Ambatovy à son ancienne collaboratrice, la compagnie se dit prête à déposer une action à la Cour de cassation et à aller jusqu'à l'arbitrage international si nécessaire. L'avocat de la plaignante a aussi donné sa version des faits en expliquant qu'au bout de 25 mois de procédure le tribunal n'a subi la moindre pression en sortant des décisions en faveur de sa cliente. Et de préciser qu'Ambatovy a opposé une fin de non-recevoir aux demandes de diverses entités et à la médiation du SIM pour que les deux parties trouvent un terrain d'entente. (Midi Madagascar p.3-4, Les Nouvelles p.18, Madagascar Laza p.7)
- **Les Nouvelles** craint qu'une éventuelle suspension des activités de la compagnie minière constitue un désastre économique pour le pays. Un arrêt de fonctionnement des usines d'Ambatovy pourrait prendre près de quatre à six mois, et autant pour la reprise sans parler des conséquences de cet arrêt sur le contrat professionnel des milliers d'emplois directs et indirects. (p.18) Une opinion partagée par **La Gazette de la Grande Ile**. Ce dernier ajoute que si le blocage d'Ambatovy laisse entrevoir des pertes plus importantes que les investissements, les actionnaires préfèrent abandonner que de continuer à injecter de l'argent. (p.3)

NOUVELLE CARTE DE CARBURANT : FIN DES DETOURNEMENTS OPERES PAR DE HAUTS DIRIGEANTS

Le temps des Chèques Carburants et Lubrifiants (CCAL) est révolu. Ils sont supplantés par des cartes électroniques qui sont déjà opérationnelles depuis quelques temps au niveau de l'administration. Dénommées « Fanilo », ces nouvelles cartes – infalsifiables - mettent fin aux détournements opérés par certains hauts dirigeants du pays et à l'usage des faux chèques dont certains opérateurs en carburants sont victimes. **Midi Madagasikara** a pris l'exemple des membres du bureau permanent qui s'enrichissent en vendant à des tiers leurs quotas de tickets carburant. L'utilisation de la carte met un terme à cette mauvaise pratique car non seulement la carte possède un numéro de série unique et une puce électronique cryptée, d'ailleurs, elle ne reconnaît que les numéros de voitures de son détenteur. (p.2)

SAMIFIN : RAPPORT D'ACTIVITES PRESENTE A HERY RAJAONARIMAMPINANINA

Une délégation du SAMIFIN conduite par son directeur général, le professeur Jean Claude Razaranaina a remis au Président de la République le premier rapport d'activités du Service des Renseignements financiers pour l'année 2014 hier. Ce rapport sera rendu public après les procédures d'usage. (Midi Madagasikara p.3) D'après une brève synthèse faite par le directeur du SAMIFIN, ce service a présenté 193 rapports de déliquance financière à la justice, mais jusqu'ici, seulement trois procès ont été engagés. C'est une façon pour lui de dénoncer les failles du système judiciaire malgache. (L'Express de Madagascar p.5, Les Nouvelles p.2, Madagascar Laza p.2, La Gazette de la Grande Ile p.5, Madagascar Matin p.6)

DIALOGUE PUBLIC-PRIVE : LE SECTEUR PRIVE EN ORDRE DISPERSÉ

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Face au retrait du GEM du Dialogue public-privé, cinq entités parties au processus constatent l'importance d'une meilleure coordination inter-privée pour mieux optimiser le dialogue. Dans un communiqué, ces cinq entités représentées par l'Entreprendre au Féminin océan indien, la Fédération des chambres de commerce et de l'industrie de Madagascar, le Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy, l'Office national du tourisme et le Tranoben'ny tantsaha essaient de raisonner le GEM à revenir sur la table de négociation. Car selon elles, le DPP (Dialogue public-privé) est un processus, tout le secteur privé est concerné par les suppléments de charge engendrés par le système ACD mais l'essentiel c'est d'avancer progressivement pour trouver un consensus. Selon l'analyse de **L'Express de Madagascar**, le secteur privé est divisé même si ses membres affirment le contraire. De plus, les organisations signataires du communiqué sont conduites par des proches du pouvoir. (p.3)

ADVANCE CARGO DECLARATION : L'ETAT RACKETTE SON PROPRE PAYS

Le fondement de la mise en place de l'ACD est une exigence de l'OMI (Organisation maritime internationale), or cela est inexact, explique le communiqué du GEM. Car après vérification auprès de l'OMI, le système ACD ne figure ni dans la partie A des règles obligatoires du code ISPS –ratifié par Madagascar- ni dans sa partie B relative aux recommandations laissées au choix des Etats signataires. De l'avis de **La Gazette de la Grande Ile**, l'ACD n'a aucune justification technique ni même politique. Il semble que l'Etat rackette son propre pays en récoltant environ 30 millions d'euros par an grâce à sa mise en place. (p.5)

HUILE LOURDE DE TSIMIRORO : VENDUE DEUX FOIS MOINS CHER QUE LE PRIX DU GAS OIL

Madagascar Oil S.A vient d'obtenir son permis environnemental délivré par l'ONE (Office national pour l'Environnement), sept mois après le dépôt de son dossier d'étude d'impact environnemental. Il faut dire que c'est le premier permis octroyé pour un projet d'exploitation pétrolière dans le pays, évoque le directeur général de l'ONE. En marge de la signature du programme de gestion environnementale, la compagnie signale qu'elle va écouler en priorité sa production sur le marché local. L'approvisionnement en combustible de la centrale thermique de Mandrozeza est ainsi prévu par le biais d'un contrat à conclure prochainement avec Symbion Power. L'huile lourde sera vendue deux fois moins cher que le gas-oil, a fait savoir le directeur général de Madagascar Oil. Mais la vente de ses produits attend la remise en service des groupes électrogènes de la centrale thermique de Mandrozeza d'ici quelques mois. (**Midi Madagasikara p.5, Madagascar Laza p.14, La Gazette de la Grande Ile p.9, La Vérité p.4, Madagascar Matin p.6**)

OPERATION COUP DE POING : LE PAIEMENT DES FACTURES REJETE PAR LA MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

L'opération coup de poing lancé par l'Etat et le ministère de l'Eau, de l'assainissement et de l'Hygiène a permis de ramasser les ordures qui se sont entassées dans la capitale. Or il se peut que la facture de la location des camions qui ont travaillé pour enlever ces ordures n'a pas été jusqu'ici honorée par les ministères concernés. La facture s'élève à plus 400 millions d'ariary selon les propriétaires des camions. Ces derniers rapportent qu'ils pourraient bientôt faire face à la Justice puisque certains d'entre eux ont dû emprunter de l'argent pour l'entretien et la réparation de leurs véhicules. Ils font appel au Chef de l'Etat pour régler ce problème car les deux ministères présentent des versions différentes sur la procédure de paiement. (**Madagascar Matin p.3**)

MEURTRE BARBARE A TOAMASINA : SON MARI EN EST L'AUTEUR

L'on se rappelle de la découverte du corps mutilé d'une jeune femme de 36 ans dans le quartier de Salazamay il y a 10 jours. Le corps, mis dans un sac, a été décapité et découpé, certains des organes n'y étaient plus. L'enquête effectuée par la police a abouti à l'arrestation du coupable qui n'est autre que son mari aidé par ses trois sœurs. Après la reconstitution des faits, la police a conclu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



que le mari a agi par pure jalousie puisque sa femme se serait rendu chez un homme qui lui doit de l'argent. Or, le mari a considéré cet homme comme son amant. Il a été tout de suite placé en détention préventive à Ambalatavoahangy avec ses sœurs, poursuivies pour complicité. (La Vérité p.5, Madagascar Matin p.9, L'Express de Madagascar p.10)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaka@eces.eu

Honorine RAMISARIVELO : misa.ramisarivelo@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

